

# FUSION DES SERVICES

## LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRENEES

### PRIORITE AU SERVICE PUBLIC REGIONAL

Toulouse, le 14 janvier 2016

*Depuis le 4 janvier 2016, la fusion « politique » des régions Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées est effective avec l'élection de sa nouvelle Présidente Carole DELGA et du nouvel exécutif.*

*Les agents de la nouvelle collectivité ont pu apprendre **par voie de presse** la désignation de l'équipe de la Présidente (directeur de cabinet, conseiller spécial, etc.) ainsi que la prise en compte de la nouvelle organisation des services de l'Etat en région pour répartir les services entre Toulouse et Montpellier.*

**La CGT ne souhaite pas qu'il soit procédé de la même manière pour la réorganisation des services, des directions et des missions de la nouvelle collectivité.**

#### PRIORITE AU SERVICE PUBLIC REGIONAL

Contrairement à d'autres régions fusionnées et à l'Etat, **les agents comme leurs représentants n'ont aucune visibilité sur les propositions de réorganisation des services** qui seront soumises à l'avis de la Présidente et de son équipe : répartition territoriale, répartition des missions, gestion des doublons, déplacement de personnel, évolution de positionnement individuel liées à la refonte des organigrammes, ressentis des agents non concernés par la fusion, etc.

**La CGT exige que cette réorganisation soit réalisée en fonction des nécessités du service public régional et de l'intérêt général dans le respect des agents publics.**

Les agents ne doivent pas être la variable d'ajustement de cette réorganisation des services ;, des directions et des missions :

- elle doit avoir du sens et doit être portée par les nouveaux élus régionaux.
- elle doit faire l'objet d'un plan d'accompagnement individuel et collectif ; la CGT a fait des propositions en ce sens (cf. Comité Technique du 18 novembre 2015)
- elle doit faire l'objet d'une information régulière et directe auprès des agents.

#### RESPECT DES PRINCIPES DE LA FONCTION PUBLIQUE

Dans cette réorganisation, La CGT exige le strict respect des principes d'égalité, d'indépendance et responsabilité inhérent à la fonction publique.

Les recrutements et les repositionnements des personnels doivent faire l'objet d'une procédure transparente et fondée sur des critères objectifs.

**La fusion doit être l'occasion d'en terminer définitivement avec la gangrène des pratiques opaques et clientélistes qui nuisent gravement au service public et à l'implication des personnels.**

**La fusion doit au contraire s'appuyer sur l'appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents.**

Elle doit être l'occasion d'écarter les supérieurs hiérarchiques qui ont mis en souffrance des agents et maltraité leurs équipes.

La CGT se positionnera systématiquement pour le supérieur, qui, à compétences professionnelles équivalentes, aura fait ses preuves dans le domaine managérial illustrées notamment par un faible taux d'absentéisme et par l'absence de visites à la médecine du travail pour raison de mal-être au travail.

Enfin, tous ces changements doivent être au cœur du dialogue social – trop malmené en 2015 – et dans le **respect des instances représentatives des personnels**.

**La CGT souhaite vivement la transmission d'un calendrier prévisionnel et la concrétisation, comme annoncé par la Présidente, d'une rencontre de travail.**

## **HARMONISATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Enfin, la CGT souhaite de la part de la nouvelle Présidente Carole DELGA une reprise sans délais de **l'élaboration d'un protocole sur le devenir des personnels** de la nouvelle Région sur la base des engagements pris :

- n'imposer aucune mobilité géographique forcée ;
- maintenir les effectifs actuels durant le mandat ;
- préserver le dispositif d'action sociale dans un cadre harmonisé et favorable aux agents ;
- réaliser une étude d'impact menée par le CHSCT et de prendre en compte ses conclusions ;
- maintenir un service public en gestion directe par la nouvelle collectivité.

**Le Syndicat CGT**